

# **Un éclairage historique sur les luttes sociales aux Antilles : en finir avec le temps des colonies**

mercredi 7 avril 2010, par [PAGO Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2009).

**Les récents mouvements sociaux aux Antilles ont rappelé aux bons souvenirs de l'opinion publique internationale quelques aspects nauséabonds de la situation coloniale dans ces territoires sous domination française. On avait presque oublié que ces DOM (départements d'outre-mer) sont les vestiges du premier empire colonial français...**

Sommaire

- [La caste des békés](#)
- [Une longue histoire de luttes](#)

On avait presque oublié que cet empire colonial français s'est bâti au dix-septième siècle au travers de l'ignoble trafic négrier, réalisant un immense transfert de population à partir des côtes de l'Afrique occidentale, après avoir réalisé la terrible extermination (en fait un véritable génocide) des populations amérindiennes.

Les maîtres européens, au nom des bénéfices à tirer des produits tropicaux, alors denrées rares et rapportant de juteux profits, comme le tabac, le sucre, le coton, le cacao, le café, les épices, les plantes tinctoriales pour les draperies de l'Europe de l'Ouest, n'ont pas hésité à réduire en esclavage des millions de noirs en les déportant sur leurs plantations d'Amérique. Cette économie ne pouvait se maintenir que par la force face à la résistance et aux nombreuses révoltes. Cette oppression et les répressions des insurrections ne trouvaient leurs justifications que dans les théories racistes de l'infériorité des nègres. Une société violente, ségrégationniste se mit en place pour trois siècles et ne vit sa disparition politique qu'avec les insurrections anti-esclavagistes de 1848.

## **La caste des békés**

Si l'abolition de l'esclavage date de 160 ans, un certain nombre de structures de la période esclavagiste a laissé des traces très fortes dans la société antillaise. Les descendants des anciens maîtres esclavagistes - les békés - ont d'abord été très mécontents de l'émancipation et ont, pour une partie d'entre eux, longtemps cru à la possibilité d'un rétablissement de l'esclavage (comme ce fut le cas en 1802, avec Napoléon Bonaparte, après la première émancipation de 1794 suite à l'embrassement général de toute la Caraïbe pendant la Révolution française).

Il serait faux de dire qu'aujourd'hui les békés rêvent d'un rétablissement de l'esclavage, mais une minorité de cette communauté maintient un comportement arrogant, renforcé par le fait qu'elle vit comme une véritable caste distante du reste de la population. Une caste qui possède l'essentiel des terres agricoles, détient plus des trois quarts de la production de la banane martiniquaise et, en association avec des groupes européens, contrôle la majeure partie de la production

guadeloupéenne.

Les békés ont longtemps possédé (de 1870 à 1960) la totalité des 36 usines sucrières des deux îles, à titre strictement familial en Martinique, en association avec des groupes financiers principalement européens en Guadeloupe. Ces ploutocrates – comme les appelaient les premiers militants socialistes guadeloupéens et martiniquais du XIX<sup>e</sup> siècle – ont créé, profitant de l'indemnisation qui avait été versée aux anciens maîtres esclavagistes, les premières banques coloniales à partir du Crédit foncier colonial mis en place pour eux par Napoléon III.

Leur puissance économique et financière s'explique par le fait qu'ils sont les principaux héritiers de la fortune amassée à l'époque de l'esclavage et qu'ils ont pu encore l'amplifier à différentes occasions, comme par exemple lors de la Première Guerre mondiale, lorsque le rhum – du fait de sa forte teneur en alcool – a pu être utilisé dans la composition des explosifs. Devenu produit stratégique, le rhum a accru de manière considérable la richesse de la caste.

Cette puissance économique faisait des békés les maîtres politiques des deux pays, leur permettant d'acheter les politiciens, de s'attacher les services de l'administration coloniale, de soumettre à leur volonté le monde judiciaire et de vassaliser les gouverneurs. On comprend alors toutes les tensions qui n'ont cessé de traverser l'histoire sociale, mais aussi politique de la Guadeloupe et de la Martinique au cours du dernier siècle et demi.

## **Une longue histoire de luttes et de répressions**

On peut égrener les révoltes de 1870 avec les centaines de tués par les milices békés et les dizaines de fusillés par les tribunaux militaires chez les insurgés, et tous ceux qui ont été condamnés et envoyés dans les bagnes de Nouvelle-Calédonie et de Guyane en même temps que les communards et les pétroleuses de Paris. La mémoire de ces horribles traitements est encore vive dans la population. Il faut savoir que les grèves de 1900 en Martinique et de 1910 en Guadeloupe sont encore dans le souvenir, trois générations plus tard. Souvenir présent de ces luttes au tournant du siècle, au moment de la grande dépression lorsque le cours du sucre chutait, et que le patronat béké réduisait de plus de moitié les maigres salaires des ouvriers agricoles de la canne, des ouvriers des distilleries de rhum et des usines à sucre. La répression fut terrible et engendra des tueries dans les rangs des travailleurs.

On retrouve les mêmes oppositions entre travailleurs et békés au moment de la grande crise de 1929 (une fois passée la prospérité due à la Première Guerre mondiale) et de ses conséquences aux Antilles, avec les impressionnantes marches de la faim dans toute la Caraïbe, mais aussi à Pointe-à-Pitre en 1930 et à Fort-de-France en 1935. A ces moments forts, les ouvriers agricoles et d'usines ont investi, avec femmes et enfants, les deux grandes villes pour s'opposer aux baisses de salaires massives et à la cherté de la vie. Il existe encore des témoins de ces moments héroïques et tragiques. Dans ces moments de forte intensité sociale, il y avait d'un côté les békés soutenus par les gouvernements coloniaux et leur soldatesque, et de l'autre les travailleurs noirs. Faire croire aujourd'hui que les grévistes et les manifestants font preuve de racisme, c'est faire fi de tout ce contentieux et nier le relent de racisme et de comportement hautain et répressif du patronat antillais.

Plus récemment, pendant la Deuxième Guerre mondiale, sous l'administration de Vichy dirigée par le maréchal Pétain, avant que les populations antillaises ne se soulèvent en avril et juin 1943 pour entrer en dissidence, l'amiral Robert en Martinique et le gouverneur Sorin en Guadeloupe installèrent à la tête des municipalités, en 1941, des békés dont une grande partie eut tôt fait de mettre en place des administrations ségrégationnistes. Dès lors, les préjugés raciaux se

revigorèrent. C'est alors que les populations antillaises se convainquirent que ces gens étaient des nostalgiques de l'esclavage et des « incorrigibles ». Lorsque les Guadeloupéens vous parlent de « An tan Sorin » et les Martiniquais de « An tan Robè », il s'agit d'un contentieux qui ne passe pas.

Au lendemain du second conflit mondial, les békés engloutirent toutes les subventions de l'Etat colonial, non pour moderniser l'outillage industriel mais pour se reconvertir dans d'autres spéculations, faisant mourir une trentaine de leurs usines à sucre et des centaines de leurs distilleries de rhum, mettant au chômage les masses ouvrières agricoles et engendrant un exode rural massif et aussi l'émigration vers la France.

A partir des années 1960, les békés se lancèrent dans la grande distribution en ouvrant leurs capitaux aux groupes français (Prisunic et autres enseignes) et en renforçant leur système bancaire pour contrôler le crédit aux Antilles-Guyane (cf. le scandale de feu le Crédit martiniquais).

Moule 1953, Danjoie 1964 et Pointe-à-Pitre 1967 en Guadeloupe, décembre 1959 à Fort-de-France, 1961 au Lamentin, février 1974 à Chalvet en Martinique sont des événements terriblement sanglants qui jalonnent le long martyrologue des classes ouvrières des deux pays. Car face à l'impressionnante puissance des békés, alliés et sous contrôle de plus en plus important des groupes internationaux, les classes ouvrières antillaises n'ont jamais cessé de se battre.

Ce qui est nouveau avec le LKP en Guadeloupe et le Collectif du 5 février en Martinique, c'est que leurs luttes ont été mieux connues du monde entier. Cela a certainement aidé à retenir les fusils des répresseurs, mais cela a surtout fait que des pans entiers de travailleurs d'autres pays - dont la France - se sont identifiés au LKP et au Collectif du 5 février, mettant les patrons de leurs métropoles sur le même pied que les békés.

**Gilbert Pago**

---

**P.-S.**

\* Paru dans la Revue TEAN # 1 (mai 2009).